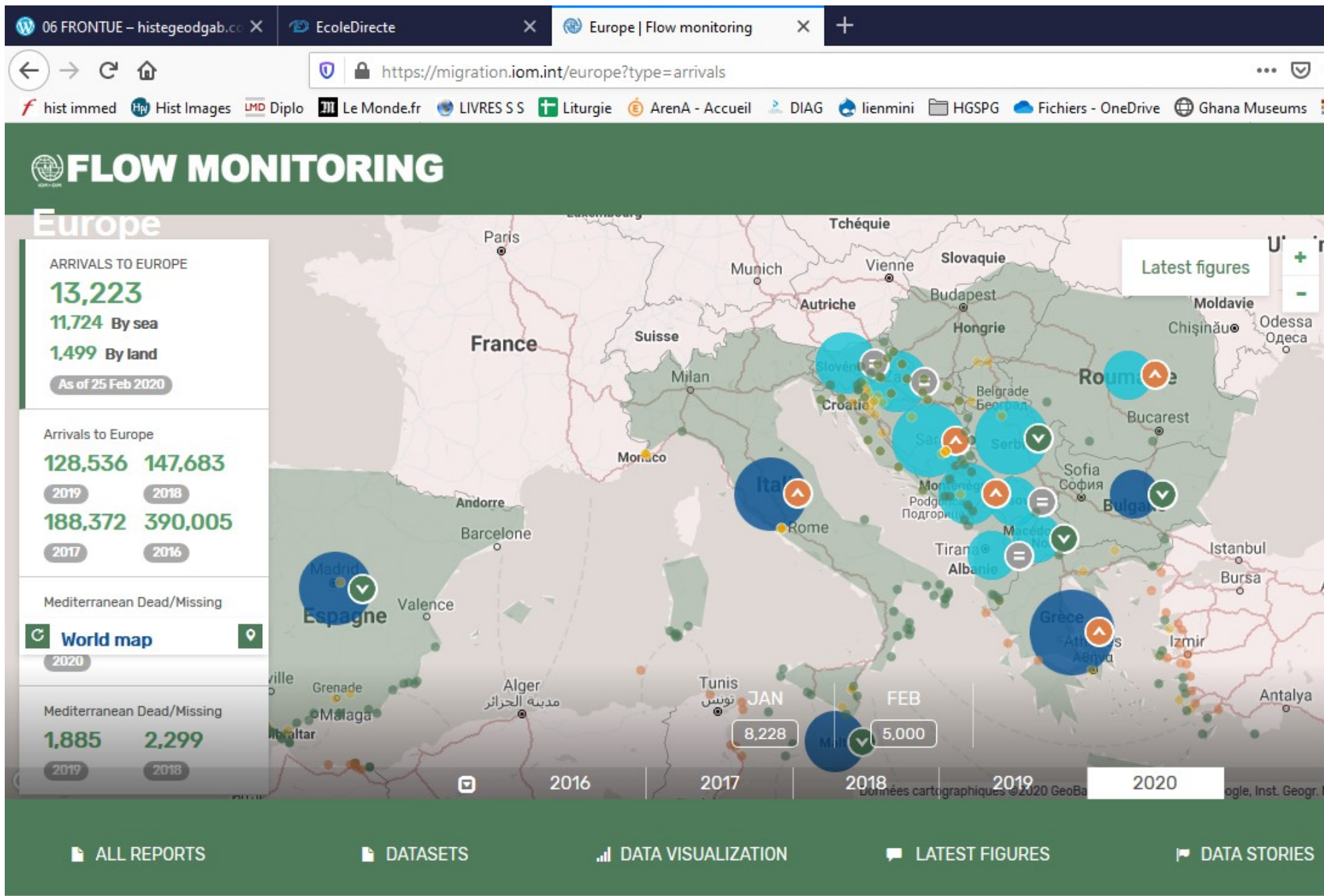


WORLD MIGRATION REPORT 2020

DOWNLOAD
IT NOW!

World Migration Report 2020 Launched

Geneva – In a global media environment highly interested in the issue of migration, the need for verified, evidence-based analysis on this defining issue of our time has never been more urgent. As the UN-related agency responsible for migration, it has long been IOM's imperative to promote a balanced understanding of migration across the world. [Read more](#) | [Download](#)



Total Arrivals

13 229

Filter visualizations by arrival date (year, day),
country type (first, transit) and country name.

Year

2016 2017 2018 2019 2020

Day

01/01/2020 26/02/2020

Sea Land

11 725 1 504

Total arrivals to Europe based on IOM data as of latest available date.

Country Type

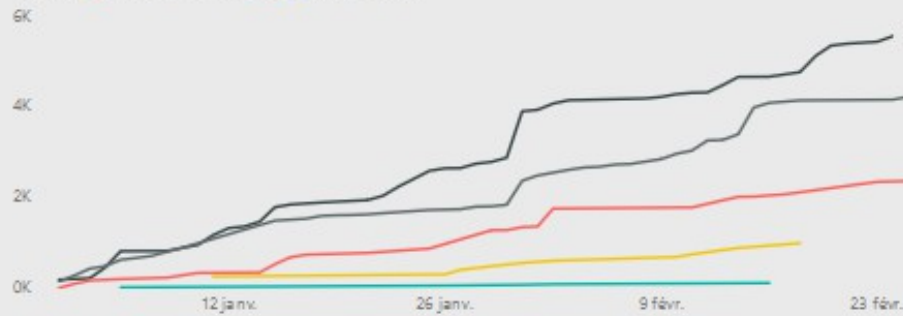
First Arrival Other

Country

Bulgaria Greece Italy Malta Spain

CUMULATIVE ARRIVALS

Country ● Bulgaria ● Greece ● Italy ● Malta ● Spain



MONTHLY OVERVIEW

By ● Land ● Sea

10K
8K
6K
4K
2K
0K



Jan 2020



Feb 2020

COUNTRY OVERVIEW



This map is for illustration purposes only. Names and boundaries on this map do not imply endorsement or acceptance by IOM.

Document 3 : Commission européenne – Communiqué de presse. Corps européen de garde-frontières et de garde-côtes: renforcement des frontières de l'Union européenne grâce à un nouveau contingent permanent de 10 000 garde-frontières. Strasbourg, le 17 avril 2019. En ligne : http://europa.eu/rapid/press-release_IP-19-2166_fr.htm.

« Le Parlement européen a adopté ce jour la proposition de la Commission qui vise à étoffer l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes par un contingent permanent de 10 000 garde-frontières d'ici à 2027. L'Agence disposera également d'un mandat élargi en ce qui concerne les retours et coopérera plus étroitement avec les pays tiers, y compris ceux situés au-delà du voisinage immédiat de l'UE. [...]

Saluant le vote favorable émis aujourd'hui, M. Frans Timmermans, premier vice-président de la Commission, et M. Dimitris Avramopoulos, commissaire pour la migration, les affaires intérieures et la citoyenneté, ont déclaré: 'Doté d'un nouveau contingent permanent fort de 10 000 garde-frontières, le corps européen de garde-frontières et de garde-côtes renforcé apportera son soutien aux États membres dans les zones et aux moments où ils en auront besoin pour mieux gérer leurs frontières extérieures. Ce contingent permanent sera opérationnel et prêt à être déployé pour prêter assistance aux États membres à partir de 2021; il atteindra progressivement sa pleine capacité de 10 000 garde-frontières d'ici à 2027. [...] Le renforcement des frontières contribuera [...] à la préservation de l'espace Schengen de libre circulation. Après le vote favorable et l'adoption, ce jour, de la proposition législative par le Parlement européen, notre principal objectif est à présent d'assurer la mise en œuvre rapide du mandat élargi de l'Agence et le prompt déploiement du contingent permanent. [...]'

Le Conseil doit à présent adopter le règlement. [...] Le corps européen de garde-frontières et de garde-côtes a été créé en 2016, sur la base des structures existantes de Frontex [...]. Sa dépendance à l'égard des contributions volontaires des États membres en personnel et en équipements a toutefois entraîné des déficits persistants de capacité nuisant à l'efficacité de l'aide qu'il pouvait apporter aux États membres. »

Conséquences des combats entre la Syrie et la Turquie...

Face à cette situation très tendue, Ankara s'efforce depuis de rallier la communauté internationale. Pour faire pression sur l'Europe, elle a mis à exécution sa menace de laisser passer les migrants qui voudraient se rendre en Europe, notamment par la Grèce.

La police grecque s'efforçait de repousser avec des grenades lacrymogènes des milliers de migrants qui tentaient de franchir depuis la Turquie, dont certains jetaient des pierres sur le poste-frontière turc de Pazarkule (Kastanies côté grec). La Grèce estime avoir empêché près de 4 000 personnes d'entrer « illégalement » sur son territoire depuis vendredi.

M. Erdogan a répété, samedi, que la Turquie « n'allait pas fermer les portes » et maintiendra ses frontières avec l'Europe ouvertes pour permettre aux migrants de passer, reprochant à l'Union européenne de ne pas suffisamment l'aider à porter le fardeau. Le président turc affirme que 18 000 migrants auraient déjà franchi celles-ci depuis vendredi, un chiffre impossible à confirmer.

Le Monde 29 février 2020

Article « Nouveaux bombardements turcs contre des cibles du régime de Damas dans la région d'Idlib. La Turquie a de nouveau mené des bombardements. La Russie, soutien du régime syrien, veut une « réduction des tensions » sur le terrain. »

JALON 1 Schengen et le contrôle aux frontières : venir en Europe, passer la frontière

Passer la frontière : besoin intérieur, défi extérieur

VOCABULAIRE

Droit d'asile. Droit international, de tradition ancienne mais fixé en 1951, qui facilite l'accueil d'une personne menacée ou persécutée dans son pays d'origine. On appelle réfugié le bénéficiaire du droit d'asile.

Frontex. Agence européenne dont le siège est à Varsovie, créée en 2005 pour coordonner les politiques de gestion des frontières extérieures des États membres, devenue en 2017 une agence d'application de la surveillance de ces frontières avec les États membres.

CONTEXTE

Grand espace économique, le continent européen a une population vieillissante. Le besoin de main-d'œuvre de l'économie européenne est constant depuis le 19^e siècle. Les États membres de l'Union européenne, notamment depuis l'application de la convention de Schengen (1995) et l'intégration des pays d'Europe centrale et orientale (2004), veulent mieux contrôler les frontières extérieures. Les conflits géopolitiques (Syrie, Libye) et les tensions économiques (Afrique) font de l'UE un espace attractif pour les migrants, qu'ils relèvent du droit d'asile ou non. La crise des migrants (2015-2016) a forcé les États membres à coordonner plus fortement leurs politiques frontalières (Frontex) mais a aussi créé les conditions politiques d'un repli identitaire (Brexit en 2016, vote des populations).

Doc. 5 Une Europe en besoin de main-d'œuvre

« Ces dernières années, seuls quelque 50 000 travailleurs par an ont été admis au titre de programmes destinés aux personnes hautement qualifiées (carte bleue ou programmes nationaux), ce qui représente 5 % du total des permis de travail. En termes relatifs, ce chiffre est bien inférieur à celui d'autres pays de l'OCDE tels que les États-Unis, le Canada, l'Australie ou la Nouvelle-Zélande. À l'heure actuelle, le nombre de ressortissants de pays tiers admis dans l'UE au titre de programmes destinés aux travailleurs hautement qualifiés représente environ 0,01 % de la population totale de l'Union, alors qu'au Canada, les 150 000 migrants économiques arrivant chaque année constituent près de 0,4 % de la population totale, et les 100 000 migrants économiques annuels en Australie, 0,5 % de sa population. Dans ces deux pays, la plupart des migrants économiques de long terme sont admis dans le cadre d'un système de « manifestation d'intérêt ». Cela indique que les politiques européennes de migration légale n'ont pas été particulièrement stratégiques et proactives, ni très adaptées aux besoins du marché du travail de l'UE. [...] Cette situation n'est pas particulière à l'Europe. Mais à l'heure actuelle, l'Union n'est pas idéalement placée ni équipée pour attirer les travailleurs migrants dont elle a besoin. Jusqu'à présent, elle a été moins compétitive que d'autres pays de l'OCDE – ses concurrents les plus évidents en termes de profil économique – pour attirer les travailleurs, en ne présentant aucune initiative d'immigration, notamment pour attirer les migrants hautement qualifiés. Sur la totalité des immigrants résidant dans les pays de l'OCDE en 2015-2016, seuls 25 % de ceux ayant un niveau élevé d'éducation ont choisi l'UE pour destination, tandis que 75 % ont choisi un pays tiers (principalement les États-Unis, le Canada, l'Australie). »

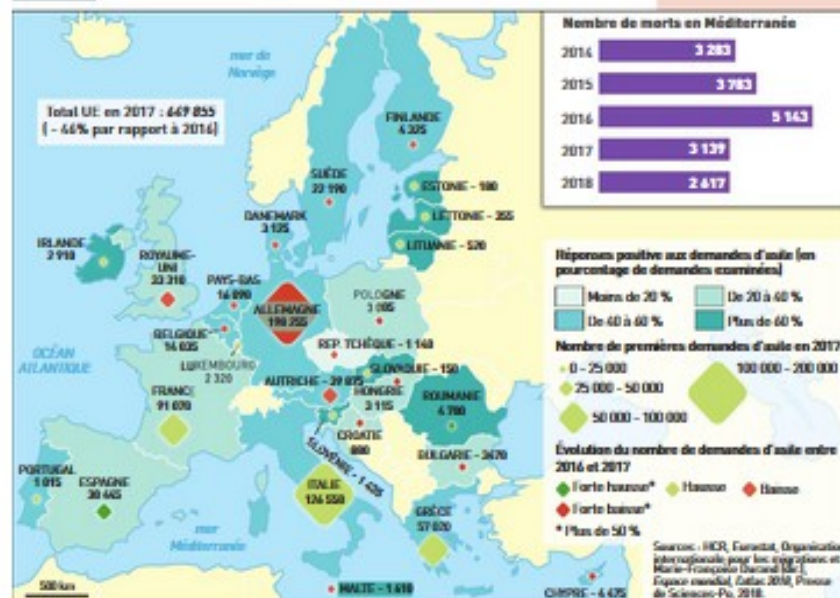
Commission européenne, « Développer les voies d'entrée légale en Europe : un volet indispensable pour une politique migratoire équilibrée et globale », 12 septembre 2018.

Doc. 6 Entrer en Europe, accepter le déclassement

« L'autorisation et la scolarisation ont mis fin au profil dominant du migrant masculin, L'asphalté, issu du milieu rural et qui fait l'expérience de la ville avec la migration comme dans les années 1960. [...] Dans un monde en perpétuelle évolution, le migrant emprunte, au cours de sa migration, différents profils sociaux. La même personne peut être tour à tour sans papiers, étudiant, touriste, travailleur salarié, expert, demandeur d'asile, candidat au regroupement familial. Beaucoup utilisent diverses filières pour entrer dans la légalité et acceptent une forte déqualification pour vivre ailleurs et réaliser leur projet migratoire. »

Catherine Wüthel de Wenden, *Les Migrations. Enjeux, hommes, politiques*, Ellipse, 2013.

Doc. 7 Entrer en Europe et demander l'asile



Doc. 8 La crise des réfugiés, une crise des États ou de l'UE ?

« Le moins que l'on puisse dire, c'est que la vigilance démocratique des institutions et des dirigeants européens s'est largement éroosée au fil des années. En 2006, le Conseil européen prenait des dispositions pour suspendre l'Autriche qui venait d'élire le gouvernement de droite extrême de Jörg Haider. Aujourd'hui tous ces extrémistes prolifèrent allégrement, dans l'Union elle-même, tout le monde participe à tous les conseils, sans que la dénonciation de ces régimes autoritaires ne dépasse le seul d'une rhétorique tardive, timide et globalement impuissante ? [...] Quant aux États, ils ont fini par oublier les deux piliers du contrat de base initial de l'Europe : la recherche d'un compromis permanent entre les souverainetés nationales et l'intérêt général européen ; la construction de souverainetés partagées sur un certain nombre de politiques. [...] Les propositions de partage des flux initiées par la Commission [...] se sont abîmées dans le refus des pays d'Europe centrale de prendre ne serait-ce qu'un seul réfugié sur leur territoire. La proposition du Parlement européen ensuite de réformer le régime de Dublin (qui affecte la responsabilité de l'asile au premier pays où arrive le réfugié) s'est perdue dans le refus conjoint de l'Allemagne et de la France d'aller trop loin dans la solidarité migratoire : du coup ce sont la Grèce et l'Italie qui doivent supporter l'essentiel du fardeau humain et politique de cette crise. »

Marcus Greenblatt, *L'Europe indigestible*, © CNRS Éditions, 2018.

Vidéo

Les flux migratoires
dans l'Europe
https://doi.org/10.1017/9781017101111

Questions

1. Doc. 5 et 6 Pourquoi venir en Europe ? Avec quels effets ?
2. Doc. 7 Comment les États gèrent-ils les flux migratoires ?
3. Doc. 8 Pourquoi les États ne parviennent-ils pas à gérer leurs tensions à propos de la crise des réfugiés ?

À retenir

Rédiger un paragraphe sur : « La gestion des frontières extérieures de l'UE est-elle collective ou du ressort des seuls États ? ».

Les migrants sont contraints de reprendre la périlleuse route maritime

La fermeture de la route des Balkans après l'accord UE-Turquie en mars 2016

Nombre de migrants selon le pays d'entrée en Europe

○ en 2015 ● en 2016*

XX Arrivées 2015

XX Arrivées 2016

Principales routes migratoires

— Terrestres --- Maritimes

■ Principal pays de départ en raison de la guerre civile

■ Espace Schengen

■ Pays de l'Union européenne hors Schengen

* du 1^{er} janvier au 1^{er} décembre 2016

